

# L'enlisement du conflit libyen et le rôle croissant de la Turquie (1/2)

Par [Rémi Carcèlès](#)<sup>1</sup>

Publié le 09/08/2019 • modifié le 14/08/2019 • Durée de lecture : 9 minutes



## Libye



<sup>1</sup> Rémi Carcèlès est diplômé du Master Intégrations et Mutations en Méditerranée et au Moyen-Orient de Sciences-Po Grenoble. Il a effectué son stage de fin d'études au sein de l'Institut de Recherches et d'Études sur les Mondes Arabes et Musulmans (IREMAM), et prépare une thèse de doctorat. Il a au préalable étudié à l'Université Galatasaray d'Istanbul en Turquie et à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth au Liban. Il a rédigé des articles pour l'Observatoire de la Turquie Contemporaine et les Carnets de l'IREMAM.

Le terme de « Printemps arabe » qui aura marqué cette décennie est apparu dans les médias en 2011 (1) à propos de la révolte du peuple libyen contre son « guide » Mouammar Kadhafi. Huit ans après la mort de celui-ci, sous les bombardements des avions français et britanniques, le calme n'est toujours pas revenu en Libye. Le conflit n'a jamais semblé aussi fort après des années de chaos où l'ensemble du pays a été occupé par des tribus et des milices antagonistes (2), chacune soutenue par des puissances étrangères aux objectifs différents (3). Une véritable « guerre par procuration » qui n'est pas sans rappeler les conflits syriens et yéménites eux aussi nés des Printemps arabes, mais aussi libanais bien des années auparavant (4). Puisque, si depuis la mort de l'ancien colonel dirigeant le pays, les acteurs internationaux essaient tour à tour de soutenir un hypothétique projet commun à même de ramener de la stabilité au sommet de cet Etat failli, il se trouve qu'à l'heure actuelle deux camps opposés s'affrontent sur le terrain pour incarner cette légitimité autant populaire qu'internationale (5).

D'un côté le reste de l'ancienne armée de Kadhafi dirigée par le Maréchal Haftar, basé dans la ville de Benghazi à l'est de la côte, et soutenu par les États-Unis, la Russie, la France, l'Égypte ainsi que les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. En face, le Gouvernement d'Union nationale qui tient la capitale Tripoli avec le soutien des milices, de l'ONU, du Qatar, de l'Italie et de la Turquie. Cette confrontation paraît surprenante au regard des relations internationales actuelles mais qui s'explique autant par des enjeux migratoires, économiques ou sécuritaires, qu'idéologiques et historiques. Les puissances occidentales au premier rang desquelles la France et les États-Unis soutiennent en effet l'avancée militaire du Maréchal Haftar au nom de la lutte contre le terrorisme, qui s'est développé depuis la mort de Kadhafi (6), mais aussi dans l'objectif implicite de voir s'imposer un nouvel homme fort à la tête du pays, à même de reprendre la main à la fois sur la route migratoire qui mène à l'Europe et sur l'exploitation des gigantesques ressources énergétiques dont dispose la Libye (7). Ces ambitions multiples sont partagées par les autres soutiens du Maréchal Haftar comme la Russie, l'Égypte, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite (8), qui comptent également sur lui pour empêcher la propagation de l'islam-politique, tout en avançant leurs propres pions géostratégiques dans ce pays qu'il faudra un jour ou l'autre reconstruire. Contre cette alliance d'intérêts, l'ONU, l'Italie, le Qatar et la Turquie sont les derniers à soutenir sans faille la coalition politique pourtant jusqu'ici reconnue par l'ensemble de la communauté internationale. Cet isolement du camp tripolitain apparaissait encore tout récemment comme fatal au vu de l'avancée des forces du Maréchal Haftar aux abords de la capitale, mais qui a su résister ces dernières semaines à une contre-offensive inattendue, au cœur de laquelle les armes et les mercenaires turcs semblaient faire office de colonne vertébrale. Dès lors, comment expliquer ce rôle prépondérant de la Turquie dans ce conflit (9) ?

## **Une présence turque bien ancrée en Libye**

Successivement grec, égyptien, romain, byzantin, arabe et enfin ottoman, le territoire que nous appelons aujourd'hui Libye (10) fut marqué pendant par des cultures différentes qui permettent d'expliquer en partie sa complexité actuelle. Ces présences étrangères diverses vont parfois vouloir détruire toute trace de leurs prédécesseurs dans la région, comme ce fut notamment le cas au Moyen Âge avec les Fatimides qui rasèrent les ruines antiques, afin d'empêcher des rassemblements sédentaires sur cet espace déjà principalement peuplé de nomades.

Il faudra dès lors attendre la conquête ottomane de ce que l'on nomme encore la Cyrénaïque, selon la tradition antique grecque, pour voir à nouveau des villes comme Benghazi se

développer le long de la côte. Constantinople souhaitant à l'époque renforcer son contrôle sur la Méditerranée, des pachas et leurs garnisons militaires vont être installés dans les villes de Tripoli et de Mourzouk. Le rattachement de ces deux villes à la province antique de la ville de Cyrène, dont les ruines se trouvent entre Benghazi et Tobrouk dans l'est de la Libye, va dès lors être à l'origine de la forme actuelle du pays. Cette fusion s'explique par une volonté de renforcer le poids de cette nouvelle province ottomane en y attachant l'ancienne région portuaire carthaginoise et romaine qu'est la Tripolitaine, tout en la protégeant des menaces du désert en fortifiant une autre ville située au sud du pays. Ce faisant, les Ottomans s'assurent la mainmise sur la frontière entre la Méditerranée Orientale et Occidentale où jusqu'ici les pirates barbaresques régnaient en maître depuis les ports d'Alger, de Tunis et donc de Tripoli. Base arrière du banditisme maritime depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle, ce territoire fut également pendant des années la principale voie de commerce de l'esclavage arabo-musulman. Dans sa tentative de contrôle de ce nouveau poste avancé à la réputation sulfureuse, le pouvoir ottoman va devoir s'appuyer sur des régents dignes de confiance dont le destin va forger l'émergence du nationalisme libyen, à l'aube de l'éclatement de l'Empire lors de la Première Guerre mondiale.

Ce sont d'abord les Karamanli qui, basés à Tripoli, gèrent en tant que pachas l'activité maritime au nom du pouvoir ottoman. Suite à la défaite des pirates lors des guerres barbaresques contre les Etats-Unis, qui entendent déjà protéger le commerce mondial au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, et après la perte de l'Algérie ottomane dans les années 1830, c'est la confrérie religieuse des Senoussi qui va être chargée de gouverner ce territoire pour Constantinople. Prônant un retour à une interprétation stricte du Coran en parallèle du mouvement wahhabite se développant à la même époque dans la péninsule Arabique, ce groupe religieux va rapidement devenir populaire par ses actions de résistances à la présence franco-italienne, et permettra à la Libye de rester le dernier bastion ottoman en Afrique du Nord jusqu'à la chute de l'Empire en 1920. Fort de cet héritage, et malgré la prise par l'Italie de Mussolini en 1931, le petit-fils du fondateur de la dynastie, Idriss, sera nommé Roi de Libye en 1951, suite à l'indépendance du pays. Issu d'une dynastie ottomane glorieuse et à la tête d'un territoire qui fut pendant des siècles une des têtes de pont de l'Empire dans la région, le monarque entretint de bons rapports avec la Turquie tout au long de son règne.

Ces étroites relations s'expliquent également par la présence nombreuse d'une population d'origine turque, elle-même issue de l'ancien Empire ottoman, durant lequel les soldats et autres colons anatoliens ou caucasiens se seront mélangés avec les locaux pendant des générations, en donnant naissance à une ethnie particulière nommée les Kouloughlis. Ce groupe ethnique et social distinct dont l'origine peut être identifiée par des noms de familles "turcisés", comme ceux de la famille Karamanli, et dont l'importance quantitative va s'accroître à l'indépendance. Recensés au nombre de 35 000 en 1936, dont 30 000 pour la seule région de Tripoli et plus particulièrement la ville de Misrata, ces Turcs de Libye représentaient déjà à l'époque 5% de la population libyenne. Cette implantation géographique précise leur permit de développer une influence sur ce territoire particulier, où ils formèrent même une sorte d'élite héritée de l'époque ottomane. Important leurs rites religieux de Constantinople et se formant en associations d'entraides pour expatriés, ces Kouloughlis vont néanmoins s'attirer les foudres du nouveau régime une fois la monarchie abolie.

Ainsi, suite au coup d'Etat de 1969 du colonel Kadhafi, profitant d'un séjour médical du Roi Idriss en Turquie, la minorité turque en Libye se voit forcée d'abandonner sa culture et ses privilèges vus comme néfastes à l'idéal pan-arabiste du nouveau leader. S'ensuivit dès lors

une complexification des relations turco-libyennes qui s'explique par la personnalité de Mouammar Kadhafi, multipliant les accords économiques avec ses homologues turcs successifs mais appuyant en parallèle la rébellion kurde en Anatolie. Ces rapports compliqués n'empêchent pas les entreprises et les travailleurs turcs de venir grossir la communauté expatriée en Libye, attirés par les opportunités économiques de ce territoire vivant de la rente issue de ses ressources énergétiques. Entre le début des années 1960 et le milieu des années 1980, l'on passe ainsi de 664 travailleurs turcs présents sur le territoire libyen de 1961 à 1973, à 48 457 de 1974 à 1980 et à 106 735 de 1981 à 1985. Très majoritairement installés autour des villes de Tripoli et de Misrata, ils viennent renforcer l'influence historique turco-ottomane dans l'ouest du pays. Actifs dans le milieu de la construction, ils se retrouvent engagés avec leurs entreprises sur des contrats de plusieurs milliards de dollars, comme celui de l'extension de la route côtière au départ de la capitale.

Cet engagement n'empêche pas le gouvernement turc de Recep Tayyip Erdogan de se prononcer parmi les premiers pour la démission de Mouammar Kadhafi en 2011. Le soutien de ce dernier à la cause des Kurdes en Anatolie augurait en effet déjà depuis longtemps la rupture de ses relations avec Ankara, qui sera officialisée une fois les représentants des rebelles ayant garanti à la Turquie la continuité des contrats signés (11).

## **L'échec de la transition post-Kadhafi**

Après avoir offert plusieurs plans de sortie pacifique du conflit au Colonel, notamment en lui ayant proposé de quitter le pays (12) et de nommer un Président à sa place, Ankara se résigne finalement à soutenir l'intervention de la communauté internationale. Sans toutefois participer aux opérations militaires franco-britanniques qui visent le régime, Erdoğan accepte néanmoins d'envoyer des navires de guerre participer à l'embargo de l'OTAN sur les livraisons d'armes aux opposants au régime, selon une résolution de l'ONU (13). Désormais officiellement appuyés par l'ensemble de la communauté internationale, les opposants au régime finissent par l'emporter au bout de huit mois de conflit, fin octobre 2011.

Or, l'annonce par le Président du Conseil national de Transition de son intention de fonder une nouvelle constitution libyenne sur une interprétation rigoriste du Coran inquiète les puissances l'ayant soutenu. Une islamisation de l'Etat était jusqu'ici limitée par le Colonel (14), et fait craindre l'émergence de nouvelles violences dans le pays, d'autant plus qu'en mars 2012 un membre de l'ancienne famille royale, descendant du Roi Idriss et de la confrérie Senoussi, nommé à la tête de la province orientale du pays, proclame l'indépendance de la Cyrénaïque sur Tripoli. Cette tentative de partition de la Libye se déroule quelques semaines avant les premières élections législatives de juillet 2012 devant désigner les 200 membres du Congrès général national, duquel sont exclus d'office tous les anciens proches du régime de Kadhafi. Cette décision favorise l'émergence d'une classe politique totalement renouvelée, mais souvent islamiste et non-affiliée politiquement, empêchant de ce fait toute coalition viable et stable à la tête de l'État. Ainsi en mars 2014, celui qui avait été désigné Premier ministre par cette première assemblée constituante est destitué par ce même organe législatif et contraint de fuir le pays face au regain de violences des milices régnant toujours sur la capitale, comme les tribus dans le reste du pays (15).

Cette faiblesse du pouvoir central face aux forces armées d'obédience religieuse, tribale ou formées de mercenaires renforce cette impression de désunion de la Libye. Cette tendance est renforcée par les nouvelles élections de juin 2014, qui voient la majorité islamiste du Congrès général national refuser sa défaite dans les urnes, arguant d'un manque de participation des

votants, s'élevant à seulement 30% des suffrages (16). La nouvelle Chambre des Représentants censée remplacer l'organe constituant post révolutionnaire décide alors de déménager à Tobrouk, à l'opposé de Tripoli dans l'extrémité est du pays, pour y mettre en place son propre gouvernement (17).

La Libye se retrouve alors divisée en plusieurs camps : celui du Congrès général national en Tripolitaine à l'ouest ; celui de la Chambre des Représentants à l'est ; celui occupé par les tribus nomades ne reconnaissant aucune tutelle dans les parties désertiques du pays. Cette situation inquiète les puissances internationales, qui voient désormais le terrorisme, le trafic d'êtres humains, l'islamisme et les mouvements migratoires se multiplier au coeur de ce territoire devenu incontrôlable et en proie au chaos (18). Les Occidentaux perdent alors de leur intérêt aux yeux des anciens rebelles qui les acclamaient en 2011 et deviennent la cible d'attaques : en 2012, le consulat américain de Benghazi est attaqué, et provoque parmi les victimes, la mort du représentant diplomatique local de Washington ; l'ambassade de France subit également un attentat en 2013, forçant son déménagement en Tunisie.

Lire la [partie 2](#)

Notes :

- (1) MONTANE, Nina. "Pourquoi parle-t'on de printemps des peuples arabes ?", Slate, 22 février 2011.
- (2) ALLAHOUM, Rami. "Libya's chaos explained", Al-Jazeera, 3 septembre 2018.
- (3) "Libye : les puissants soutiens extérieurs des deux camps rivaux", The Times of Israel, 7 avril 2019.
- (4) FETOURI, Mustafa. "Who's fighting their proxy wars in Libya ?", Middle-East Monitor, 9 mai 2019. BITAR, Karim Emile. "Guerres par procuration en Syrie", Le Monde Diplomatique, juin 2013, p. 10. PAYEN, Cyril. "On assiste à une guerre par procuration au Yémen", France 24, 17 mai 2019. HIRST, David. "La guerre civile au Liban : une guerre par procuration pour le reste du monde. 1975-1976", Une histoire du Liban. 1860-2009, Éditions Perrin, 2016, pp. 157-180.
- (5) ERSEN, Elif. "Post-Gaddafi Libya : Crippled by continuous clashes, political instability", Daily Sabah, 22 juin 2019. ENGLAND, Andrew & SALEH, Heba. "Libya : the battle for peace in a failing state", Financial Times, 10 janvier 2019. WEHREY, Frédéric & LACHER, Wolfram. "Libya's legitimacy crisis", Foreign Affairs, 6 octobre 2014.
- (6) LASSERRE, Isabelle. "Jean-Yves Le Drian : la France est en Libye pour combattre le terrorisme", Le Figaro, 2 mai 2019.
- (7) MONGRENIER, Jean-Sylvestre. "Voici ce que l'ascension du nouvel homme fort de la Libye, le général Haftar, implique pour la France et l'Europe (et saurons-nous gérer un nouveau Kadhafi à 300 kilomètres de nos côtes ?)", Atlantico, 11 février 2017.
- (8) BACHIR, Malek. "Le plan secret de la Russie en Libye", Middle-East Eye, 23 janvier 2017. "Haftar attacking Tripoli with Egyptian, UAE and Saudi arms, Libya General claims", Middle-East Monitor, 6 avril 2019.
- (9) SCHENK, Hülya. "What is Turkey doing in Libya ?", Deutsche Welle, 7 juillet 2019.
- (10) Cette première partie est essentiellement sur une conférence "Libye, ou quand le passé éclaire le présent" par Pierre Larcher, ayant eue lieu le 14 mai dernier à Marseille dans le cadre du séminaire Euromed de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale.
- (11) JOUNAÏDI, Aabla. "La Turquie a rompu avec le régime Kadhafi mais veut garder son influence en Libye", RFI, 4 juillet 2011. MALBRUNOT, Georges. "Pourquoi la Turquie a-t-elle fini par rompre avec Kadhafi ?", Le Figaro, 5 juillet 2011.
- (12) "La Turquie offre au colonel Kadhafi de quitter le pays en échange d'une garantie",

France 24, 11 juin 2011.

(13) "Libye : la Turquie s'engage à reculer dans les opérations", Le Figaro, 24 mars 2011.

(14) PARGETER, Alison. "Qaddafi and Political Islam in Libya", Libya since 1969, Palgrave Macmillan, New York, pp. 83-104.

(15) "Libyan PM defiant after five ministers quit government", The Guardian, 21 janvier 2014. D'ALANÇON, François. "En Libye, Tripoli sous la menace des milices", La Croix, 17 janvier 2019. AL-SHADEEDI, Al-Hamzeh & EZZEDINE, Nancy. "Libyan tribes in the shadows of war and peace", Netherlands Institute of International Relations, février 2019.

(16) AUBENAS, Florence. "La Libye n'existe plus", Le Monde, 9 août 2014.

(17) DUMAS, Maryline. "Le chaos parlementaire libyen est à l'image du pays", Le Figaro, 4 août 2014.

(18) EVRIER, Hélène. "Chaos libyen : quelle responsabilité occidentale ?", TV5 Monde, 3 août 2014. GALTIER, Mathieu. "La plaque tournante libyenne, incontournable et incontrôlable", Libération, 27 juin 2018.